L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F | Adresse : L'HUMANITE ROUGE B.P. 365 75064 PARIS CEDEX 02 | JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG | 6e ANNEE JEUDI 17 OCT. 1974 N° 245

Comme à Titan-Coder, au France,

A l'O.R.T.F., Séguy donne l'ordre de faire cesser la grève illimitée

Voici un an bientôt la clique révisionniste de Georges Marchais composée de renégats au marxisme-léninisme et à la classe ouvrière décidait de modifier sa tactique par rapport aux luttes ouvrières. De plus en plus incapables d'empêcher les travailleurs d'engager le combat de classe dans les entreprises jusqu'au bout, et sans se laisser arrêter par la légalité bourgeoise, comme ça venait d'être le cas chez Lip, les dirigeants révisionnistes entreprenaient une vaste opération pour redorer leur blason : c'est ainsi qu'ils ont organisé l'opération « Larousse » et l'opération « Rateau », opérations consistant à se mettre à la tête de la lutte, à ne pas « reculer » même devant des méthodes hier qualifiées de gauchistes, pour enfin enterrer, « l'âme en paix » les intérêts des ouvriers par des « négociations » avec la bourgeoisie capitaliste.

Cette « nouvelle tactique » est en train de faire faillite, de plus en plus percée à jour par les masses.

A Titan-Coder, sur le « France » et même à l'O.R.T.F., les responsables révisionnistes ne cachaient pas leur désir d'organiser de nouveaux « Rateau ». Malheureusement pour eux ils ont compté sans les travailleurs et sans la volonté de lutte des masses.

A Titan-Coder, sur le « France » ça n'a pas été comme sur des roulettes, pour les dirigeants syndicaux révisionnistes et à l'O.R.T.F. les choses vont encore bien plus mal pour eux.

La semaine dernière ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont pris à partie les dirigeants syndicaux qui appliquent les consignes de Séguy, Krasucki et compagnie. Car si en paroles ces pontes se présentent comme des représentants des travailleurs, par derrière en bons traitres qu'ils sont ils organisent des complots contre les ouvriers, des complots pour faire céder les masses devant les attaques de la bourgeoisie capitaliste.

En ce qui concerne le complot qu'ils ont préparé contre les travailleurs de l'O.R.T.F. nous sommes en possession de tous les détails concrets de l'affaire et nous pouvons affirmer dès maintenant et de l'aveu d'un dirigeant C.G.T. lui-même que c'est la commission exécutive de la C.G.T., Séguy en tête, qui a donné l'ordre de faire cesser à tout prix la grève illimitée lancée par les travailleurs de l'Office.

Les travailleurs veulent la lutte, les révisionnistes, valets des capitalistes veulent la « paix sociale » sur le dos de la classe ouvrière et des masses laborieuses : voilà deux positions inconciliables. C'est pourquoi le masque de défenseur des ouvriers des Séguy, Krasucki et compagnie se craquelle et que de plus en plus nombreux sont ceux qui voient leur vrai visage hideux, de carriéristes et de jaunes vendus au capital.

Ces traitres poursuivent consciemment des objectifs politiques, ceux de leur état-major révisionniste.

Pourquoi en effet cette précipitation et cet affolement pour stopper par tous les moyens la grève illimitée des travailleurs de l'O.R.T.F. ?

C'est que la situation est mauvaise pour la clique de G. Marchais : la préparation du XXIe congrès se fait sous un ciel de plus en plus sombre après les importantes défaites électorales que le P.« C. »F. vient de subir, et après le rééquilibrage reconnu par tous de la « gauche » au profit du P.S.

L'ambition du groupe révisionniste de Marchais c'est de faire du XXIe congrès un congrès de fondation d'un parti ouvertement bourgeois, un parti où la bourgeoisie se reconnaisse totalement : la réalité montre que les maîtres bourgeois n'ont pas une confiance absolue pour l'instant dans leurs valets révisionnistes. Il est normal que les valets, pour bénéficier de plus grandes faveurs notamment celle de siéger au gouvernement bourgeois fassent de plus grandes courbettes et soient encore plus zélés à démontrer leur efficacité.

La grande lutte des travailleurs de l'O.R.T.F. en est une bonne occasion, croient-ils. Ils se trompent lourdement.

Non, les travailleurs n'accepteront pas les licenciements !

Non, les travailleurs n'accepteront pas de payer la crise capitaliste !

Non, les travailleurs n'accepteront pas la misère pour le profit d'une poignée de privilégiés, au nom de l'intérêt national !

Ils balaieront les traitres révisionnistes !

Communiqué de la cellule clandestine de l'O.R.T.F. du P.C.M.L.F.

P. 4

Pour le 25e anniversaire de la République Populaire de Chine

10.000 PERSONNES A LA MUTUALITÉ

Tsing-Tao, ambassadeur de la R.P.C. en France, répond aux ovations de la foule.

A PROPOS DE LA REVUE "COMMUNISME" : LE DOGMATISME AU SECOURS DU REVISIONNISME

LE DOGMATISME AU SECOURS DU RÉVISIONNISME

Le révisionnisme moderne, ce courant idéologique et politique bourgeois, dont l'apparition et l'existence sont indissolublement liées à l'impérialisme, est la cible principale des marxistes-léninistes, nous l'avons dit et répété ; de même que Lénine a dit et répété que l'opportunisme, le révisionnisme dans les rangs de la classe ouvrière constituent *« notre ennemi principal »*.

Dans ce combat acharné que le prolétariat éclairé mène contre la *classe* bourgeoise, d'innombrables obstacles sont dressés par les révisionnistes eux-mêmes. En particulier, les dirigeants révisionnistes possèdent un atout précieux : les groupes et organisations se prétendant marxistes-léninistes mais qui ont pour *fonction principale* d'attaquer et de détruire l'avant-garde marxiste-léniniste. Ces groupes ou organisations portent l'essentiel de leurs coups contre l'*Humanité rouge* et ce qu'elle représente. L'expérience a montré qu'à partir du moment où un tel groupe ou une telle organisation adoptait cette attitude hostile envers l'avant-garde marxiste-léniniste, non seulement, cela va de soi, ils rendaient le plus grand service aux dirigeants révisionnistes et à leur maître, la bourgeoisie monopoliste, mais ils glissaient eux-mêmes inévitablement, ouvertement, sur les positions révisionnistes.

Une telle mésaventure vient d'arriver aux rédacteurs de la revue *Communisme* avec la publication de son numéro 12 qui contient un article « sur la ligne de l'H.R. ».

—o—

Il aura donc fallu 12 numéros pour que le petit groupe d'intellectuels qui rédigent cette revue à prétention théorique laisse éclater sa *haine* de l'avant-garde marxiste-léniniste. A propos de questions qui n'ont *jamais* été traitées dans leur revue, ces gens attaquent l'H.R. avec une hostilité telle qu'ils se placent eux-mêmes dans le camp ennemi.

En approfondissant leur ligne politique, les marxistes-léninistes de l'H.R. ont depuis longtemps examiné la question des rapports entre indépendance nationale et révolution prolétarienne. Les rédacteurs de *Communisme* ne l'ont jamais fait, et c'est normal : un groupe d'intellectuels coupés de l'avant-garde et de la pratique révolutionnaire ne peut y parvenir. Une fois la ligne fixée par l'avant-garde, un tel groupe pourrait adopter une attitude constructive : exposer son propre point de vue, faire part de ce qu'il ne comprend pas, relever nos formulations encore confuses ou nos arguments encore trop peu développés. Les victoires remportées dans l'unification des marxistes-léninistes, c'est-à-dire *la pratique* ont montré combien une telle attitude pouvait être positive, car nous désirons unir *(sur la juste ligne marxiste-léniniste)* tout ce qui peut être uni contre l'ennemi.

—o—

La méthode utilisée par les rédacteurs de *Communisme* est par contre méprisable : elle vient tout droit, il faut le dire, des colonnes de l'*Humanité* révisionniste. Au lieu d'exposer honnêtement nos arguments, ces gens déforment systématiquement, intégralement notre ligne politique, et pour cela usent du procédé des citations coupées de leur contexte et même des *fausses* citations. Voici quelques exemples.

Communisme nous reproche d'avoir présenté Mitterrand comme « l'agent le plus zélé » du social-impérialisme. Or nous avons écrit : l'agent le plus zélé *« parmi les candidats à la présidence de la République »*, et nous savons que Marchais n'était pas candidat !

Dans un article sur le service militaire (n° 227), *Communisme* nous prête ces mots : « Il est juste de lutter dans la situation actuelle pour le renforcement de la défense nationale. » Nous avons écrit : « Dans la situation *internationale* actuelle », et si *Communisme* a « oublié » ce mot, c'est parce qu'il fait comme si la situation *internationale* n'existait pas ou n'avait aucune incidence sur la situation intérieure.

Communisme nous reproche de reprendre tel quel l'appel de Marchais aux gaullistes et de défendre l'armée bourgeoise lorsque nous écrivons dans ce même article : « Nous soutenons la volonté de défense nationale des « gaullistes ». Pourquoi *Communisme* n'a pas poursuivi la citation ? La voici : *« Et en même temps est nécessaire la lutte contre tout ce qui, dans cette politique militaire bourgeoise, va à l'encontre des intérêts du peuple révolutionnaire. Il faut combattre à fond la politique du maintien de l'ordre capitaliste, la préparation à l'usage éventuel de l'armée pour la répression du peuple français, ainsi que tout développement de l'armée de métier. Il faut lutter contre la politique néo-coloniale française, contre le stationnement de troupes « outre-mer » dans les D.O.M.-T.O.M .ainsi que dans les pays africains indépendants. »*

Lorsque *Communisme* prétend que « nous faisons comme si les révisionnistes étaient déjà hégémoniques au sein de l'union de la gauche », il aurait pu citer l'éditorial du n° 234 : *« Des deux pôles de cette gauche, d'ores et déjà c'est le Parti socialiste qui a acquis la direction grâce à l'unanimité autour de Mitterrand. »*

Enfin, lorsque *Communisme n'arrive* pas à trouver la bonne citation à déformer, il lit entre les lignes pour déceler que nous avons *« laissé entendre* (sic) que la lutte contre l'O.T.A.N. était erronée dans la situation actuelle » (HR 237) ! C'est avec de tels procédés que les révisionnistes khrouchtchéviens prétendaient que les partis chinois et albanais s'étaient vendus à l'impérialisme américain...

Mais il suffit. De tels procédés disqualifiaient définitivement leurs auteurs, et nous invitons les lecteurs de *Communisme* à rechercher la vérité en lisant intégralement nos textes.

—o—

Avec une telle méthode, les rédacteurs de *Communisme* croient pouvoir démontrer que nous défendons « inconditionnellement l'armée bourgeoise », nous « foulons aux pieds l'internationalisme prolétarien », nous nous aplatissons devant la bourgeoisie sur le plan intérieur », nous « soutenons notre propre impérialisme dans la course à l'hégémonie », et nous laissons « la porte grande ouverte au renforcement de l'hégémonie américaine », etc. Rien moins ! Et tout cela pêle-mêle ! Mais tout ce que ces gens ont réussi à démontrer, c'est que leur hostilité aveugle à l'avant-garde marxiste-léniniste les égare. Nous ne pouvons répondre point par point dans cet article. Il suffit, répétons-le, de lire, même rapidement, nos textes pour s'apercevoir de l'inconsistance des attaques de *Communisme*. Par contre nous pouvons signaler en quelques mots en quoi la ligne avancée par *Communisme* est un sous-produit du révisionnisme.

1) Lorsque nous avons avancé la thèse selon laquelle « la candidature de Mitterrand est la plus dangereuse du point de vue des intérêts de classe du prolétariat et des masses populaires », il s'est trouvé de bonnes âmes pour s'en effrayer, pour dire qu'après tout l'union de la gauche apportera des améliorations aux travailleurs (*Front rouge* l'a écrit), pour dire que la fausse « gauche » était un recours contre le fascisme ou la fascisation, ou pour reprendre plus ou moins ouvertement la théorie trotskyste du débordement. Tout cela pour finir, dans bien des cas, dans l'isoloir où l'on votait Mitterrand, *au service du révisionnisme, pour nous empêcher de porter les coups les plus durs contre l'union de la gauche et ses promoteurs révisionnistes.*

Communisme reprend à son compte cette ligne de conduite et nous reproche d'avoir « dénoncé *unilatéralement* Mitterrand ». Si distinguer entre le principal et le secondaire (le b-a ba de la dialectique marxiste) c'est être unilatéral, alors nous le sommes .Comme Lénine l'était lorsqu'il écrivait en 1920 : « L'opportunisme est notre *principal* ennemi... La pratique a démontré que ceux qui sont actifs dans le mouvement ouvrier et qui adhèrent au courant opportuniste *sont les meilleurs défenseurs* de la bourgeoisie que la bourgeoisie elle-même... Voilà où se trouve notre *principal ennemi ;* et nous devons vaincre cet ennemi... C'est là notre *tâche principale* » (c'est nous qui soulignons).

2) Concernant la situation internationale, les dirigeants révisionnistes ne ménagent aucun effort pour soutenir le social-impérialisme soviétique. Comment s'y prennent-ils ? Vont-ils proclamer à tout bout de champ : « nous soutenons les visées hégémoniques du social-impérialisme russe ! Bravo à l'U.R.S.S. qui a réalisé avec succès une expérience atomique souterraine ! » ? Certainement pas ! Leur méthode consiste à orienter l'attention des masses populaires (en spéculant sur leurs justes sentiments anti-impérialistes) *uniquement* sur l'impérialisme américain et l'impérialisme français et *surtout de concentrer* leurs coups contre ce qui, dans la politique de l'impérialisme français, contrecarre les visées hégémoniques de l'U.R.S.S. : le renforcement de la défense nationale et de la force de frappe, le rejet des propositions soviétiques aux conférences de Genève et d'Helsinki, la construction européenne, etc.

Communisme adopte en fin de compte la même ligne de conduite. Il reproche à Henri Jour d'avoir écrit que « l'ennemi principal à combattre sur le plan international, ce n'est pas l'impérialisme français », donc pour *Communisme*, l'ennemi principal du prolétariat français, sur la scène internationale, c'est l'impérialisme français ! De même on nous reproche de voir que la lutte pour le partage du monde, donc le danger de guerre, vient de deux superpuissances, et non de 5 ou 6 (dont la France) comme au bon vieux temps de Lénine ! La France fauteur de guerre, la France anti-détente : *c'est exactement la propagande révisionniste.* Au contraire, Teng Siao-ping remarquait dans son discours à l'O.N.U. : « Les deux superpuissances, les plus grands exploiteurs et oppresseurs internationaux de notre époque, constituent le foyer d'une nouvelle guerre mondiale. » Vous avez bien lu : deux superpuissances, et non pas cinq ou six puissances impérialistes. Et notre camarade chinois précisait: « elles menacent *ainsi* l'indépendance et la sécurité de *tous* les autres pays » et encore : « Les pays développés (donc la France) souffrent *tous*, à des degrés divers, de la mainmise, de la menace ou des vexations de l'une ou l'autre superpuissance. »

—o—

Les rédacteurs de *Communisme*, qui n'ont pas pour deux sous de dialectique, peuvent-ils comprendre que si nous portons nos coups principaux, de concert avec les peuples du monde, contre l'hégémonisme des deux superpuissances, alors l'impérialisme français sera balayé dans la foulée ? peuvent-ils comprendre que si nous soutenons les aspects positifs de la politique extérieure française, *donc* si nous portons nos coups principaux aux révisionnistes qui veulent *détruire* ces aspects positifs, c'est pour hâter l'heure de la révolution prolétarienne ? peuvent-ils comprendre qu'on ne peut éduquer et mobiliser notre peuple contre les deux superpuissances ni renforcer sa vigilance sans combattre impitoyablement tout ce qui représente la capitulation devant l'une ou l'autre superpuissance, c'est-à-dire principalement les dirigeants révisionnistes, et secondairement *pour l'instant* les tendances capitulationnistes chez les gaullistes ou dans le gouvernement actuel ?

Ils le pourront peut-être, pour peu qu'ils abandonnent leur attitude délibérément hostile à l'avant-garde marxiste-léniniste, qu'ils lisent attentivement nos textes et cherchent à les comprendre. Sinon, s'ils persistent dans leur récente position, ils ne seront qu'un misérable pion au service des dirigeants révisionnistes, un mésirable obstacle dressé en vain pour freiner notre combat contre la bourgeoisie monopoliste et son meilleur soutien : le révisionnisme moderne.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE DANGER PRINCIPAL EN EUROPE

brochure de l'H.R.
L'exemplaire : 2,80 F

Les fruits de la trahison

Depuis la rentrée, des luttes de grande envergure ont eu lieu, notamment contre les licenciements et fermetures d'usines ou de mines. C'est une preuve de la grande combativité des masses laborieuses, qui refusent de payer la crise. Elles se sont lancées dans la bagarre, en fait plus ou moins contre l'avis des bonzes réviso-réformistes, car ceux-ci ne veulent pas lutter contre les licenciements ; mais veulent montrer qu'ils sont les meilleurs gestionnaires du système, que les monopoles (auxquels est subordonné l'Etat capitaliste) peuvent leur faire confiance.

Révisionnistes et réformistes déclarent que le gouvernement est impuissant à maîtriser la situation, faute d'un appui populaire. Eux, en ont un, et ils le mettent au service du système capitaliste.

Comme le disait Lénine en 1919 : « La bourgeoisie a *besoin* de laquais en qui une partie de la classe ouvrière aurait confiance, et qui montreraient sous un beau jour la bourgeoisie par des propos sur les possibilités de la voie réformiste, qui jetteraient de la poudre aux yeux du peuple par ces propos, qui *détourneraient* le peuple de la révolution en lui dépeignant sous de vives couleurs les charmes et les possibilités de la voie réformiste. » Nos révisionnistes modernes jouent parfaitement ce rôle.

Comme le mouvement de grève s'étend, que la colère gronde un peu partout, cela risque de faire éclater un grand mouvement de masse, que les dirigeants révisionnistes et réformistes ne peuvent encourager, étant donné leur nature et celle de leurs revendications (intérêt national : intérêt du capital, union nationale, la rentabilité, qui ne peut être qu'au service du capital, etc.) qui sont en totale contradiction avec celles des travailleurs (pas un seul licenciement, etc.). Donc, dans une certaine mesure, de manière plus ou moins confuse, les masses en lutte sont amenées à s'opposer à la ligne politique révisionniste et d'une manière de plus en ferme.

Voir la lutte menée à l'O.R.T.F., où les travailleurs n'avalent pas la couleuvre de la collaboration de classes, que veut lui faire ingurgiter l'alliance contre-révolutionnaire, dite « d'union nationale », pas plus que celle de la clique au pouvoir à l'heure actuelle. De nombreux travailleurs s'organisent sans l'avis des bonzes, ils ont créé leur comité de lutte, dans lequel les marxistes-léninistes jouent un rôle moteur, tout en continuant à mener la lutte dans les syndicats contre la ligne révisionniste de capitulation. C'est pour tout cela que les bonzes ont freiné à mort le mouvement et tout fait pour casser l'occupation qui seule mobilise réellement les travailleurs.

Les dirigeants révisionnistes ont de plus en plus de mal à s'opposer aux méthodes de lutte de classe, comme l'occupation, car elles pénètrent profondément dans les masses. Pour tenter d'usurper la direction d'une lutte lorsqu'elle leur échappe, ils disent : « Occupez, nous les grands démocrates, on négocie ! » Mais, que ce soit à Titan-Coder, à Faulquemont, et même au « France », les masses se battent. Et dans leur lutte, elles sont amenées à dévoiler l'opportunisme. Elles se rendent de plus en plus compte que leurs intérêts sont dans la lutte résolue contre la classe des capitalistes et ses défenseurs acharnés, les révisionnistes modernes.

La prise de conscience est d'autant plus grande, quand les marxistes-léninistes y mènent un inlassable travail d'explication *politique* et impulsent l'organisation révolutionnaire des masses, qu'ils se montrent comme *la seule et véritable avant-garde prolétarienne*. Nous devons expliquer aux masses qu'il est indispensable de mener une lutte implacable contre le révisionnisme et l'opportunisme, (courants inévitables dans le cadre du système capitaliste), que c'est une des conditions indispensables pour préparer la victoire du prolétariat.

« Sans cette lutte, sans avoir d'abord remporté une victoire totale sur l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, il ne saurait être question de dictature du prolétariat. » (Lénine, 1919).

C'est dans ce contexte, qui ne leur est pas favorable, que les renégats du mouvement ouvrier lâchent un peu de leste. Chaque année, quand la marmite risque d'exploser, le maréchal des pompiers Séguy, lance une campagne nationale contrôlée et limitée pour empêcher que s'étende l'incendie de la lutte de classe (qui, tôt ou tard, détruira à tout jamais ce régime d'oppression et de misère, et ses laquais).

Mais la crise est beaucoup plus avancée que l'année précédente. Et cette fois il a fait appel (le 4 octobre) à son collègue social-démocrate E. Maire, et aux autres larbins du capital (F.O., F.E.N., qui n'ont d'ailleurs pas voulu s'y associer), pour « une action unitaire *qui pourrait aboutir* d'ici à un mois *à une journée nationale* revendicative avec arrêts de travail » ! Aujourd'hui le programme « d'actions » est fixé, il ne s'agit évidemment pas de remettre en cause la loi capitaliste du profit maximal (contrairement à ce qu'ils déclarent ces jours-ci dans *L'Huma* blanche), mais de faire « du social », d'obtenir « l'ouverture de négociations », donc de rester sur le terrain choisi par la bourgeoisie, pour établir sur le dos des travailleurs des accords de collaboration de classes (par exemple sur l'emploi) qui vont contre les intérêts des travailleurs.

Par ailleurs, quand les dirigeants révisionnistes se parachutent à la tête des luttes, qu'est-ce que ça donne ?

— A la S.N.I.A.S., alors que les menaces de licenciements pèsent depuis longtemps, ils ont fait arrêter la grève et reprendre le travail, sans aucune garantie qu'il n'y aura AUCUN LICENCIEMENT. Mais les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot car ils n'accepteront pas les licenciements.

— Au « France », comme pour Rateau, ils ont voulu en faire en affaire nationale, en partant de la juste volonté de lutte des travailleurs contre les licenciements. Leur politique de défense du capital vantée au Havre, par R. Leroy, comme hier Duclos à La Courneuve, n'a pas du tout eu l'écho, ni le résultat qu'ils en escomptaient, ils le reconnaissent. Ils ont fait cesser l'occupation sous prétexte que : « Au-delà l'un panache bien passager, rester à bord revenait à laisser à d'autres le soin de mener la lutte. » (*Huma* blanche du 11-10). Il faut dire que la ligne qu'ils ont imposée tout comme leurs méthodes antidémocratiques, ont été contestées par nombre de marins !

— On pourrait citer aussi Titan-Coder où ils ont voulu détourner la lutte en misant sur une *hypothétique* reprise par Renault. Les travailleurs, qui ne sont pas dupes, n'en ont pas moins voulu continuer la lutte *contre les licenciements*.

En conclusion, nous pouvons dire que la ligne révisionniste colportée par les dirigeants du P« C »F et de la C.G.T., rencontre de plus en plus de difficultés. On le voit dans les luttes, dans l'inquiétude de militants face à la stagnation et la faiblesse de la diffusion de l'*Huma* blanche, dans le recul aux législatives partielles, dans les réactions vis-à-vis de l'appel aux gaullistes...

Leur ligne contre-révolutionnaire les conduit à l'échec inévitablement, il en sera ainsi jusqu'à leur ruine.

L'avenir appartient au prolétariat et aux masses populaires.

Serge LAFORGE

P.T.T.

La " nouvelle tactique " des révisionnistes

Le centre de tri de Brune, qui regroupe quelques 1 750 travailleurs, est une des unités où les manitous du ministère ont choisi d'expérimenter leurs nouveaux procédés de « modernisation » : En fait, il s'agit entre autres choses de perfectionner l'exploitation, d'organiser « rationnellement » la pénurie d'effectifs.

Comment ? En augmentant considérablement les cadences, en divisant à l'extrême le travail de tri, tout ceci au nom de l'« ergonomie », cette pseudo « science » qui n'est qu'un taylorisme (travail au rendement) actualisé et plus « intelligent ». C'est ainsi que l'administration a investi près de 200 millions d'AF dans le chantier « Yvelines » qui devait devenir ainsi une véritable chaîne infernale pour les trieurs et préposés.

La réaction des postiers de Brune s'annonçait énergique et ne tardait du reste pas : a minuit, ce dimanche 6, la grève est décidée et appliquée SUR LE TAS par les travailleurs unanimes, à la suite de plusieurs assemblées de personnel tenues dans le courant de la semaine.

C'est là une première nouveauté pour les P.T.T.

Et ceci, SANS PREAVIS, action illégale que nous parvenons rarement à imposer aux bonzes syndicaux de collaboration de classes. Deuxième nouveauté enfin, les travailleurs de Brune avaient également contraint les dirigeants syndicaux à accepter le principe de *reconductibilité de la grève*, par jeu de la démocratie prolétarienne — 3e nouveauté.

L'enthousiasme des grévistes de surplus, était tel que beaucoup envisageaient déjà concrètement l'OCCUPATION du centre et l'expulsion des jaunes.

UNE ACTION NOVATRICE CONFISQUEE PAR LES BONZES

Mais c'était compter sans l'active intervention de désamorçage et de dévoiement des chefs révisionnistes et, dans leur foulée, de leurs suivistes de la C.F.D.T. Une « intersyndicale » de 3 bonzes C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. s'intitule tout bonnement « comité de grève » sans la moindre élection ! Parmi ces messieurs, un membre du parti révisionniste qui s'est abstenu sur le vote d'arrêt du travail !

Ce « comité de grève » bidon fait passer sous la table les revendications portant sur la pénurie d'effectifs et la dégradation des conditions de travail, pour axer le combat sur la question de la « privatisation » (car c'est une boîte privée qui a été chargée de l'expérience « ergonomique »). Et ces mystificateurs de déblatérer à qui mieux-mieux leurs mensonges sur le « service public »... auxquels ils s'accrochent comme à un cheval mort, dans l'« intérêt national », et dans la ligne *monopoliste* du programme commun.

S'instituant d'office négociateurs auprès du directeur des Services ambulants, ils obtiennent sa promesse d'un abandon du chantier « ergonomique » et d'une augmentation d'effectifs insuffisante (34 AEX, 27 préposés, sur près de 200 exigés au total...) de quoi pavoiser ! Et surtout de quoi manigancer la reprise en faisant voter nominalement sur les feuilles de présence de l'administration, en annonçant seulement après qu'elles seraient détruites !

Comme on le voit, la « nouvelle tactique » révisionniste, prompte à s'emparer des justes idées combatives des masses, pour mieux les duper et les trahir, n'est pas un danger secondaire ni relatif. Aux P.T.T., elle a prouvé qu'elle servait l'inavouable objectif du maintien de la propreté capitaliste d'Etat, dans l'intérêt des clans bourgeois dont les Marchais, Séguy et compagnie sont les fondés de pouvoir.

Les communistes m.l. d'un centre de tri

ALÉGRIA (Dagneux, Ain)

4e semaine de grève

Nous avons reçu un compte rendu de cette grève, fait par les grévistes, traitant notamment des conditions de travail épouvantables : règles de sécurité non respectées, hygiène inexistante, bas salaires, brimades, etc. Ce qui fait déborder le vase, ce sont les quatre licenciements abusifs (et même illégaux !) échelonnés du 26 juin au 10 septembre, dont une femme enceinte et un handicapé physique.

Les revendications sont nombreuses : augmentation de salaire uniforme, hygiène et sécurité, etc., mais surtout : *pas de licenciements et réintégration des personnes licenciées.*

Lorsque nous avons reçu cette lettre, la grève durait déjà depuis quatre semaines.

— La direction a fait forcer le piquet de grève par un camion.

— Violences sur les grévistes pendant le piquet de grève, la déléguée du personnel (C.F.D.T.) est blessée.

— Convocation de la déléguée du personnel par la gendarmerie, etc.

Malgré toutes les pressions physiques et morales, les grévistes tiennent bon.

Soutenons cette juste lutte !

CYCLES PEUGEOT (Montbelliard)

Les révisionnistes ennemis de la classe ouvrière

En septembre, la direction des cycles, propose, en fait impose, avec un soi-disant sondage, un système de récupération des heures de travail, pour permettre aux cadres C.G.C. et aux responsables de l'usine d'aller se faire bronzer sur la neige pendant dix jours entre Noël et le jour de l'an. Cela signifie pour nous, 45 heures de travail par semaine pendant dix semaines plus un samedi matin ! Pour les ouvriers, cela revient à trimer comme des abrutis pendant deux mois et demi avec le rendement actuel, pour se voir finalement retirer la prime de panier, de casse-croute, et celle de transport pendant lesquels nous aurions dû travailler entre Noël et le jour de l'an. D'un autre côté le patron se frotte les mains, en plus de l'économie de toutes ces primes, ils arriveront à Noël avec la production assurée d'avance jusqu'au 1er janvier, (les bicyclettes à Noël ça se vend bien), et une économie de fuel qui est loin d'être négligeable. Voilà donc les propositions faites au C.E. il y a quatre semaines et que nous rapportent les délégués dans les ateliers. Depuis ça gronde dans toute l'usine. Nous sommes perdants à 100 %, déjà fatigués le vendredi soir avec 42 h 30 de travail, il nous faudra travailler une demie heure de plus tous les jours, avancer de la production pour le patron alors que celui-ci nous paie nos primes toujours un mois en retard !

La dernière semaine de septembre des débrayages s'organisent à la base un peu partout dans les ateliers. Pour ne pas perdre la face les syndicats appellent à une délégation vendredi 4 octobre, la veille de la récupération ! Rapidement nous sommes plus de 300 dans les bureaux tandis que les débrayages se succèdent dans presque tous les ateliers. Les discussion seront houleuses entre le directeur et les ouvriers, les dirigeants syndicaux se taisent et nous apprenons que finalement, d'après la direction, les « syndicats » étaient d'accord et que lundi matin la première équipe devra venir une demi-heure plus tôt c'est-à-dire 4 heures du matin au lieu de 4 h 30 !

EDF-GDF

Banc d'essai pour "l'unification syndicale"

Le mardi 22 octobre vont se tenir des « Assises nationales C.G.T.-C.F.D.T. d'E.D.F.-G.D.F. » qui vont regrouper 3.000 militants des deux fédérations venus de toute la France. Deux conférences de presse auront lieu. Tout est organisé en grand. Bref il s'agit d'une initiative importante qui sort quelque peu des sentiers battus, des accords entre bureaux confédéraux et fédéraux.

En apparence la préparation et la tenue de ces assises apparaissent comme une bonne chose : elles devraient permettre, à la suite de l'échec de la dernière grève de 24 heures (le 21 mars) sur les salaires (aucun résultat), une élaboration démocratique et collective des revendications, une relance de l'action, d'établir un rapport de forces favorable face aux directions et au pouvoir qui veulent aggraver encore les conditions de vie et de travail des masses. Ceyrac déclarait d'ailleurs la semaine dernière : « les secteurs nationalisés vivent toujours sur des contrats garantissant une augmentation de 2 % du pouvoir d'achat. Il n'est pas possible que cela continue. Le gouvernement doit donner l'exemple. »

Mais que se cache-t-il derrière ces apparences ?

Et tout d'abord qui en a pris l'initiative ? Il s'agit des dirigeants révisionnistes de la fédération C.G.T., début juillet, et cela a été accepté immédiatement par la fédération C.F.D.T. qui y voyait une « évolution » de la C.G.T. vers une plus grande démocratie, une plus grande participation de la base. En fait ceci doit se comprendre d'abord dans le cadre de la « nouvelle tactique » des Marchais, Séguy et Cie pour mieux détourner la combativité des travailleurs au profit de leur politique bourgeoise.

Mais c'est par rapport à la volonté, rappelée récemment par Séguy, de réunifier le mouvement syndical, de créer un syndicat unique, d'absorber la C.F.D.T. (cf. H.R. n° 239) *que toute l'opération des assises prend son sens.* Il s'agit, dans le cadre de l'« union du peuple de France » de créer une unité solide entre C.G.T. et C.F.D.T. et ceci pas seulement au niveau des états-majors, mais au niveau des militants et de la masse des adhérents, de montrer qu'il n'y a pas d'autre solution pour les militants C.F.D.T. que de suivre la politique révisionniste, d'autant que celle-ci est « démocratique », elle accepte la discussion à la base, la participation des adhérents et militants, etc.

Ces assises sont une opération politique d'envergure des dirigeants révisionnistes de la C.G.T. pour asseoir leur emprise sur la classe ouvrière. Elles sont d'ailleurs appelées à s'étendre à toutes les autres fédérations et donc à créer une « dynamique unitaire » permettant d'avancer rapidement vers le syndicat unique, sous leur direction, vers l'étouffement des militants combatifs.

Pourquoi avoir lancé cette opération à EDF-GDF ?

Tout d'abord parce que les révisionnistes y ont encore une position hégémonique (55 % des voix aux élections professionnelles), et que les dirigeants révisionnistes ne prennent pas grand « risque » à favoriser quelque peu une apparence de démocratie syndicale. Ils bénéficient aussi d'une direction fédérale C.F.D.T., généralement suiviste, et qui est loin d'être en pointe dans la C.F.D.T. : elle a signé par exemple le contrat de progrès de Chaban-Delors en 1969, alors que la direction C.G.T. n'osait pas encore le faire. Certes, depuis, une évolution est intervenue (le congrès fédéral de 1973 par exemple mit en avant les augmentations égales pour tous), les principaux animateurs de la fédération sont aujourd'hui sur la position de Maire et partisans du P.S., mais ils acceptent toujours, « compte tenu du rapport de forces » (moins de 20 % aux élections) de cautionner les initiatives et propositions révisionnistes.

E.D.F. et G.D.F. sont, par ailleurs pour le P.« C. »F. un enjeu stratégique d'importance : ce sont des entreprises nationalisées, mises systématiquement en avant pour justifier l'extension des nationalisations, sur leurs excellents résultats économiques, leur situation « avancée » sur le plan social : commissions paritaires systématiques (qui ne servent que de chambres d'enregistrement et sont le lien prévilégié de la collaboration de classes), statut du personnel, larges pouvoirs donnés aux responsables syndicaux (des centaines de permanents payés par la direction) etc. E.D.F. est aujourd'hui la première entreprise monopoliste de France (par son chiffre d'affaires, par ses investisements) qui plus est dans le secteur vital de l'énergie, et qui doit prendre encore plus d'importance avec l'orientation nucléaire décidée pour remédier à la crise du pétrole. Le contrôle total d'E.D.F. est donc souhaitable pour les dirigeants révisionnistes, à la fois pour améliorer le rapport de forces permettant à Marchais d'arriver au gouvernement et, une fois ceci fait, pour contrôler une très grande partie de l'industrie française.

Si les dirigeants révisionnistes cherchent tant à accéder au pouvoir, c'est pour le plus grand profit du social-impérialisme soviétique dont ils représentent en France les intérêts politiques et économiques. Sur le plan d'E.D.F. et de G.D.F. cela permettrait au social-impérialisme d'augmenter considérablement ses exportations de gaz, à prix fort, vers la France et de remplacer les U.S.A. comme fournisseur d'uranium enrichi pour les centrales nucléaires.

La défense du capitalisme

Qu'on en juge par les thèmes mis en avant, par les deux directions fédérales, pour le déroulement de ces assises, tournant essentiellement autour de la défense du pouvoir d'achat et des nationalisations. Sur le premier point, les révisionnistes sont on ne peut plus clairs : « l'ensemble du personnel doit s'opposer à toute formule conduisant à un nouvel écrasement de l'éventail hiérarchique » ; un tel écrasement serait « injuste » pour les cadres supérieurs qui supportent beaucoup d'impots, qui ont un haut niveau de technicité, pour lesquels il faut une « motivation au travail » (!), que l'on a intérêt à voir rejoindre notre combat et donc à défendre leurs rémunérations » ; ce serait aussi « dangereux » car « si on resserre l'éventail, c'est source de conflits et de divisions au sein même du personnel » et « contraire à l'intérêt commun », etc. Et voilà, l'unité des travailleurs doit se faire sur la base des intérêts des cadres supérieurs. Pourquoi ? tout simplement parce que les révisionnistes, pour contrôler E.D.F. et G.D.F. ont besoin de ceux-ci, de leur compétence, de leur technicité. Un bon moyen consiste à les « acheter », à leur expliquer qu'on ne touchera pas au système capitaliste.

Sur les nationalisations, il faut « que soient modifiées fondamentalement dans la question d'E.D.F.-G.D.F. les orientations (du gouvernement) actuellement subies et qui conduisent les deux établissements nationalisés aux difficultés grandissantes, à la sclérose et à la mise en cause de leur existence même » ; « le gouvernement multiplie les difficultés de financement des investissements indispensables que doivent réaliser les deux établisements ». Pour les révisionnistes, s'il n'y avait pas ces orientations du gouvernement, E.D.F. et G.D.F. seraient des entreprises modèles ! Comme si, dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat, les entreprises nationalisées pouvaient être autre chose que des monopoles directement tenus en main par l'Etat bourgeois. Vouloir « défendre les nationalisations » revient à défendre une forme de propriété capitaliste (d'Etat) contre une autre forme (privée), à défendre le capitalisme monopoliste d'Etat.

Une manœuvre dangereuse

Les assises sont aussi une grande opération pour *redorer un peu le blason des dirigeants révisionnistes* quelque peu terni, ces dernières semaines, par les échecs électoraux, la perte de leurs batailles du France, de Titan-Coder, de l'O.R.T.F., l'ascension du P.S. comme premier parti de France, premier parti de la bourgeoisie. Tous les moyens publicitaires vont être employés, à deux jours de l'ouverture du XXI° congrès du P.« C. »F. pour que ces assises contribuent *à l'intérieur du parti révisionniste à estomper les contradictions, à l'extérieur à redonner vigueur au projet politique de la clique Marchais.*

Diriger un syndicat unique, avec près de 75 % du personnel, c'est aujourd'hui le moyen idéal pour réaliser l'encadrement de la classe ouvrière, pour éviter toute lutte, toute élévation du niveau de conscience. Demain, si les révisionnistes parvenaient au pouvoir, ce serait un instrument de répression de l'appareil d'Etat, ce serait le contrôle total d'E.D.F. et G.D.F. puisque la « gestion démocratique » sauce programme commun prévoit des conseils d'administration où représentants du gouvernement et du personnel (c'est-à-dire du syndicat unique) dirigeraient !

Et c'est une manœuvre politique d'autant plus dangereuse qu'elle se pare du masque de la démocratie, de la participation des militants, de l'ensemble du personnel.

Quelle unité ?

Les communistes marxistes-léninistes ont toujours été pour l'unité de la classe ouvrière sur la base de ses intérêts fondamentaux, pour l'existence d'un syndicat unique de la classe ouvrière, sous la direction du parti révolutionaire prolétarien. Mais aujourd'hui, à travers la nouvelle tentative faite par les révisionnistes, ce syndicat unique défendrait les intérêts de la bourgeoisie et serait sous direction de la clique Marchais-Séguy ; c'est-a-dire directement des ennemis les plus dangereux de la classe ouvrière ; ceux qui se cachent sous le masque de la démocratie et du socialisme. Accepter cette operation et ne pas la dénoncer conduit à se faire les complices des révisionnistes.

Les communistes marxistes-léninistes participeront aux assises, à la base, dans les assemblées générales de travailleurs

— pour proposer de justes revendications capables d'unifier le personnel sur la base des intérêts de la classe ouvrière,

— pour exiger une réelle démocratie prolétarienne et dégager des actions décidées collectivement,

— pour démasquer toutes les manœuvres révisionnistes en vue de l'unification syndicale et autres propositions allant à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière,

— pour lutter pour une réelle unité à la base et dans l'action.

— pour transformer cette tentative révisionniste en une réelle victoire des travailleurs.

Correspondant H.R.

O.R.T.F.

Communiqué de la cellule de l'O.R.T.F. du P.C.M.L.F.

Dans l'espoir d'arriver au pouvoir rapidement sans « faire d'omelette »,

Ne vous laissez pas leurrer par tager les portefeuilles et les sinécuses, les « pontes » de la C.G.T. pour le P.« C. »F. et ceux de la C.F.D.T. pour le P.« S. », viennent de saborder de la plus ignoble manière les revendications et la lutte des travailleurs de l'ORTF, après celles du « France », de la S.N.I.A.S., de Titan-Coder, etc.

Dans cette trahison dont les conséquences sont d'une gravité exceptionnelle pour les travailleurs de l'Office, les dirigeants révisionnistes du P.« C. »F. et de la C.G.T. ont joué le rôle le plus actif.

Tout en canalisant la volonté de lutte réelle et profonde dans des démonstrations sur la voie publique et des grèves de courte durée facilement contrôlables par le ministère de l'Intérieur, ils ont contraint l'ntersyndicale de l'O.R.T.F. à l'abandon pur et simple de la revendication du **Statut unique des personnels** au début du mois et ont, ces jours-ci, joué le rôle de sapeur le plus ignoble.

— Non seulement **l'escamotage de la revendication du Statut unique des personnels a été fait bureaucratiquement** sans consulter les assemblées du centre alors que le 16 septembre elles avaient toutes voté massivement pour une plate-forme de grève générale qui contenait cette revendication,

— Mais encore la décision d'arrêter la grève et de faire voter à bulletin secret grévistes et non grévistes pour y parvenir a été prise sans demander l'avis des travailleurs sur intervention autoritaire de la commission exécutive de la C.G.T. (Séguy, Krasucki et consorts). Ce vote organisé en catastrophe par tous les militants du P.« C. »F. de l'entreprise a été boycotté par les deux-tiers des grévistes !

Rossi peut être provisoirement soulagé : il avait promis la répartition du personnel dans les sociétés privées de radio-télévision pour le 16 octobre, la C.G.T. brise la grève dans la semaine qui précède.

Séguy et Maire seront reçus de leur côté par Chirac le 18 octobre pour entériner la « réforme du droit de licenciement dans les entreprises » conclue ce lundi 14 octobre entre le C.N.P.F. et les centrales syndicales.

Joli programme pour le 21° congrès du P.« C. »F. ! Beau mic-mac, n'est-ce pas ?

Travailleurs de l'O.R.T.F., notre Parti dénonce inlassablement la fausse « gauche », P.« C. »F. en tête, comme les meilleurs larbins de la bourgeoisie : cette trahison en est une démonstration éclatante !

ses, les « pontes » de la C.G.T. pour tous ces faux-démocrates ! Organisez-vous pour une lutte prolongée !

Cherchez et appliquez de nouvelles méthodes de luttes ! Unissez-vous à la base dans des comités de grève de centre !

NON AUX LICENCIEMENTS !

NON AUX MUTATIONS ARBITRAIRES !

NON AUX RETRAITES DE MISERE !

UN SEUL STATUT ET DU TRAVAIL POUR TOUS !

GREVE GENERALE ILLIMITEE !

Le 14 octobre 1974

ANATOMIE D'UN ÉCHEC ELECTORAL DU REVISIONNISME

Les dirigeants révisionnistes avaient beaucoup espéré des législatives partielles à Périgueux et en attendaient un député. Mais à Périgueux, comme ailleurs, ils ont connu un recul important, ce qui a motivé la déclaration du bureau politique du P.« C. »F.

Si le candidat révisionniste, Péron, a bien recueilli 373 voix de plus qu'au premier tour de 1973, il oublie de dire qu'entre temps le nombre d'électeurs a augmenté de *3433* ! C'est un progrès à reculons.

D'ailleurs, depuis 1967 le P.« C. »F. recule régulièrement à Périgueux aux élections législatives, c'est-à-dire que son électoralisme et son reniement ne sont même pas payants dans le domaine où il consacre désormais toute son action...

Dans la circonscription, en raison de l'abaissement à 18 ans de l'âge de la majorité, 3 000 jeunes environ pouvaient se faire inscrire sur les listes électorales. Seuls 1 180, soit 38 % l'ont fait... Ce qui permet de corriger opportunément le pourcentage d'abstentionnistes proclamé de part et d'autre. Encore convient-il de préciser que de l'aveu même de plusieurs maires, on a été parfois à domicile pour faire inscrire les jeunes. Dans la presse, les exhortations du Centre d'Information civique, les pressions du P.« C. »F. et les proclamations de l'U.D.R. se sont succédées en direction des jeunes... Avec le résultat que l'on sait.

Démagogie et reniement

Les affiches du premier tour étaient déjà significatives. Pour le second tour, ce fut un festival, empruntant largement aux techniques publicitaires et usant sans vergogne de la démagogie :

— « Y. Péron et Y. Marois, candidats des républicains et des patriotes » (?)

— « Voter Péron, c'est voter pour l'emploi »

— « Voter Péron, c'est voter contre l'inflation »

— « Vous aussi — *en lettres de 20 cm de haut* — contribuez à l'élection de... » — *en lettres de 5 cm...*

Dans les tracts et prospectus, quelques extraits :

— De la profession de foi de Péron :

« Je suis comme vous-même, attaché à l'épanouissement de la personne humaine, au progrès social, à la liberté sans laquelle la vie n'aurait pas de sens.

» Demain, si vous m'accordez votre confiance pour cette législature, je n'oublierai pas que j'aurai dû mon élection à des citoyennes et des citoyens de la Dordogne, très divers par leurs professions, leurs générations, leurs opinions. Je n'oublierai pas que les uns se reconnaissent dans les familles de gauche, tandis que les autres ne cachent pas leur préférence pour d'autres idées. » (!!!)

— D'un message de Dutard, député révisionniste d'une autre circonscription de la Dordogne :

« (...) Y. Péron sera au Parlement avec tous ses collègues (!) *de la Dordogne le porte-parole écouté des intérêts de tous. »*

— Tandis que le tortionnaire Robert Lacoste appelait à voter Péron *« conformément aux décisions* (...) *de l'Entente des Gauches »* (!), Marchais adressait un message se terminant par ces mots historiques :

« En Dordogne, comme partout ailleurs, ton élection sera la réussite de tous les travailleurs, de tous les citoyens qui veulent que s'épanouissent, en France, le progrès social, la liberté, l'égalité, la fraternité. »

Incroyable mais vrai. On savait déjà que le programme du « nouveau » P.C.F. devait emprunter des revendications qui figuraient au programme du Parti radical il y a trois-quarts de siècle ; mais maintenant nous voici un siècle et demi en arrière...

— Bien entendu le cher Charbonnel était de nouveau abondamment cité.

Truquage et magouille électorale

Le lendemain matin du premier tour, les permanents du P.C.F. proposaient aux « autres partis de gauche » la signature d'un appel commun à voter Péron. Le secrétaire départemental du P.S.U., contacté par téléphone, donnait un accord de principe mais affirmait que le texte de l'appel devait être approuvé par le bureau départemental du P.S.U. convoqué en fin d'après-midi.

Le Bureau du P.S.U., estimant que l'appel n'était pas, à son sens, fait sur des bases politiques correctes (cela vise, je pense, la référence aux « républicains » et « patriotes ») refusait d'y souscrire et décidait d'appeler séparément, sur son propre texte, à voter Péron. Le secrétaire départemental du P.S.U. en informait par téléphone la permanence du P.C.F.

Quelle ne fut pas sa surprise de voir, au début de la nuit, arriver à sa maison de campagne, deux bonzes du P.C.F. — dont Gorse, futur secrétaire fédéral du P.C.F. — pour lui expliquer avec quelque gêne que les affiches et les tracts avaient été imprimés quand même, avec la fausse mention de l'accord du P.S.U., qu'il était trop tard pour rectifier....

Le lendemain, les militants du P.C.F. présentaient aux militants et sympathisants du P.S.U. le même texte à signer, en leur expliquant que puisque leur parti était d'accord...

Ce truquage grossier n'est certainement pas près d'être oublié.

L'alliance avec Servan Schreiber

Il s'agit là de quelque chose de fondamental, que notre presse doit crier d'autant plus fort que « l'événement » n'a été mentionné dans aucun journal national. Voici, dans l'après-midi et dans la nuit précédant le second tour de scrutin, deux affiches qui ont été très largement placardées dans la circonscription :

— Texte de la première :

« Jean-Jacques Servan-Schreiber prend position — photo du play-boy — Je ne peux évidemment pas dire une seule phrase qui favoriserait le sort d'anciens ministres de l'Etat U.D.R. Nous avons enregistré dimanche dernier un glissement significatif. Si cette sonnette d'alarme sonnait plus fort dimanche prochain, je n'y verrais pas d'inconvénient. »

— Texte de la seconde, toujours affichée à côté de la précédente :

« Amédée Domenech, ancien international de rugby, membre du comité directeur national du Parti radical réformateur ; A Périgueux il faut battre d'U.D.R. ; tel est mon sentiment et en cela je rejoins l'opinion du président Jean-Jacques Servan-Schreiber. »

Il est prouvé que ces affiches ont été collées par des équipes du P.C.F. D'une part le « parti » de Servan-Schreiber n'a pas de militants ici — pas plus qu'ailleurs sans doute. D'autre part ces affiches — c'est visible notamment à la campagne — ont toujours été collées aux endroits où ces équipes collent les affiches du P.C.F. au cours de leur tournée.

La défaite électorale de Péron a été très durement ressentie par les militants et sympathisants du P.C.F. Leur amertume et leur déception sont à la mesure de l'électoralisme et des grenouillages que nous avons succintement évoqués : si Péron ne « passe » pas, même avec l'appui de Servan-Schreiber, alors...

A cela s'ajoute la rancœur que le soutien inconditionnel du P.C.F. à la renaissance de la social-démocratie traditionnelle a fait naître.

Du levain qu'il faudrait pouvoir transformer en prise de conscience...

A propos de la déclaration du B.P. du P"C"F :

Communiqué de presse du bureau politique du P.C.M.L.F.

Le Bureau politique du Parti communiste français a publié le 7 octobre un communiqué dans lequel il dégage, à sa manière, les enseignements des résultats des scrutins législatifs du 6 octobre 1974.

Le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France constate que le parti dirigé par Georges Marchais est ainsi contraint d'avouer l'échec grandissant de sa ligne opportuniste, droitière et révisionniste.

L'histoire du demi-siècle écoulé apporte des preuves nombreuses des catastrophes auxquelles a conduit une ligne similaire sous la direction de Maurice Thorez. L'alliance avec le Parti socialiste, parti de la bourgeoisie de " gauche " a toujours débouché sur la trahison des intérêts de la classe ouvrières et des masses laborieuses. Il suffit d'évoquer les périodes 1934-1939 ou 1944-1947, pour se souvenir que ce furent les leaders socialistes, alliés de la veille, qui exigèrent et pratiquèrent la répression contre les militants ouvriers, en 1939-1940 et à partir de 1947.

La ligne politique de " programme commun ", " union de la gauche ", " union du peuple de France " tourne le dos à tous les enseignements et principes du mouvement communiste fidèle au marxisme-léninisme.

Il n'est pas surprenant qu'elle commence à recueillir les inévitables fruits amers auxquels elle conduit.

Les communiqués des dirigeants du faux Parti communiste traduit aussi les difficultés croissantes qu'ils rencontrent dans la classe ouvrière pour lui faire accepter leur politique d'alliance avec la bourgeoisie, allant, au-delà des socialistes, jusqu'aux politiciens gaullistes qui sont directement liés au patronat et aux groupes monopolistes.

Les travailleurs des villes et des campagnes n'ont aucune autre possibilité pour refuser de faire les frais de la crise de la bourgeoisie capitaliste, que d'engager résolument la lutte " classe contre classe ", classe ouvrière contre bourgeoisie, qu'elle soit de droit, du centre ou de gauche.

Mais pour mener correctement ces luttes, il est indispensable de démasquer sans trêve ceux qui sont dans les rangs ouvriers et populaires les plus actifs agents de la bourgeoisie, en même temps qu'ils sont les complices dangereux du social-impérialisme soviétique, danger principal pour l'Europe à l'heure actuelle. Il importe de dénoncer sans relâche la trahison de la clique Marchais et du faux parti communiste qu'elle manipule.

Le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France, désormais seul continuateur en France des traditions révolutionnaires prolétariennes, appelle donc la classe ouvrière et tous les travailleurs des villes et des campagnes à déjouer les manœuvres de la bourgeoisie sous ses différents visages de droite ou de gauche.

Demain le peuple de France balaiera tous ces politiciens corrompus et serviteurs des groupes monopolistes, qu'ils aient nom Chirac, Mitterrand ou Marchais. Seule la révolution socialiste, garantie par la dictature du prolétariat, permettra la réalisation concrète des aspirations fondamentales et légitimes de tous les exploités de notre pays.

Le Bureau politique du P.C.M.L.F., 8 octobre 1974.

Camarade du P.S.U., ouvre donc les yeux...

Le conseil national du P.S.U. était convoqué par Rocard une semaine avant les " Assises du socialisme " pour entériner sa décision de rallier le P.S. afin de construire " une grande force socialiste autogestionnaire " et accéder le plus vite possible au gouvernement.

Mais la grosse majorité des militants du P.S.U. ont refusé à cette occasion, de rejoindre un Parti socialiste qui n'a rien de " nouveau " que d'être devenu, grâce à l'action persévérante de la clique Marchais, le premier parti de la bourgeoisie. Rocard devra donc se contenter d'un départ piteux du P.S.U. et d'une arrivée, qui se promettait pleine de promesses pour lui, par la petite porte au " parti des socialistes " sortant des assises.

Cet échec d'une opération pourtant menée depuis de longues années au sein du P.S.U. est un rude coup porté à la crédibilité, auprès de nombreux militants avancés, entre autres de la C.F.D.T., du projet bourgeois de Mitterrand, du soi-disant " passage pacifique au socialisme ", de l'électoralisme, etc. Même si les positions défendues lors du conseil national par les opposants à Rocard sont toujours marquées par le mythe de l'autogestion à l'influence révisionniste, par exemple ceux qui refusent de privilégier le P.S. par rapport au P."C."F., dans le cadre de l' " unité populaire ".

Il faut bien voir aussi que la campagne que nous avons été les seuls à mener à l'occasion des présidentielles pour dénoncer Mitterrand, ce vieux politicien bourgeois, le révisionnisme, le social-impérialisme, l'électoralisme, pour défendre l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne, a exercé une influence certaine sur la position de nombreux militants sincèrement socialistes et révolutionnaires du P.S.U.

A ces camarades nous disons que Marchais, comme Mitterrand, défendent les intérêts de la bourgeoisie, qu'ils ne visent qu'à accéder au gouvernement de l'Etat bourgeois pour gérer la crise du capitalisme sur le dos de la classe ouvrière et du peuple, qu'ils sont d'autant plus dangereux qu'ils se cachent sous le masque du socialisme ; que pour préparer la révolution prolétarienne il faut édifier un puissant parti communiste prolétarien, marxiste-léniniste.

Nous les appelons à étudier notre ligne politique fondamentale, à confronter leur pratique militante aux principes communistes, à engager une unité d'action à la base avec les militants de l'H.R.

Commandez notre brochure

LES MILITANTS DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (m-l) REJOIGNENT L'HUMANITE ROUGE

(Textes du 2e congrès de la Gauche révolutionnaire)

l'ex : 3,50 F

Agression social-fasciste contre un de nos camarades à Vitry

Un de nos camarades diffuseur de l'H.R. sur le marché du 8 mai 45 à Vitry a été victime dimanche 13 d'une agression.

Il diffusait le numéro spécial « La Chine rouge a 25 ans » au lendemain de la journée d'amitié franco-chinoise qui a été un si grand succès : plus de 10 000 personnes venues des banlieues et de Paris à la Mutualité.

La Chine est socialiste depuis 25 ans : elle soutient fermement la lutte des peuples et pays du monde entier contre l'impérialisme et tout particulierement les deux superpuissances. Elle met en garde contre le risque de guerre que leurs appétits impérialistes font courir à l'Europe.

Nos camarades dénonçaient avec vigueur le social-impérialisme, danger principal en Europe, et le rôle de 5e colonne joué par le révisionnisme : il s'efforce de faire passer l'U.R.S.S. pour un pays pacifique alors que le social-impérialisme soviétique se prépare à la guerre.

A une époque où le monde capitaliste (révisionnisme compris) est en crise, c'est justement « cette gauche-là que la bourgeoisie s'apprête à faire appel. Elle a besoin du révisionnisme pour faire peser tout le poids de la crise sur le peuple, l'encadrer, le réprimer.

Aux mots d'ordre trompeurs des trotskistes de l'A.J.S., mouches du coche du révisionnisme : « le socialisme est aux portes de l'Europe, comme au Portugal ! »

« Pour un gouvernement socialiste P.C.-P.S. ! »

Nos camarades répliquaient justement :

« A bas le révisionnisme et le trotskisme, 5e colonne du social-impérialisme ! »

« Ce que préparent les révisionnistes et trotskistes, c'est le social-fascisme pour le peuple ! »

Cette vérité, le révisionnisme est prêt à tout pour l'empêcher d'éclater :

— dans les syndicats C.G.T., il s'efforce d'exclure les marxistes-léninistes, quand il ne s'arrange pas pour les faire licencier par le patron, comme le camarade Lebrun à Alsthom ;

— aux portes des usines, nos camarades ont déjà été agressés par les révisionnistes eux-mêmes ;

— cette fois-ci, c'est par l'intermédiaire d'un groupe trotskiste à leur dévotion qu'ils ont agi : l'A.J.S., « Action des Jeunes pour le social-fascisme». hitléro-trotskistes et comme ils étaient en nombre, après avoir menacé nos deux camarades, ils ont jeté à terre l'un d'eux. Le temps que l'autre camarade et les travailleurs présents interviennent pour les en empêcher, ils l'ont bourré de coups de pieds. Transporté à l'hôpital, il a une fracture du tibia.

Quant aux 4 diffuseurs de *Front Rouge* qui étaient à proximité, ils sont restés à regarder la scène sans broncher comme les révisionnistes, déclarant ensuite que « c'était une expucation entre trotskistes. (sic.) ».

Qui sont les marxistes-léninistes? Qui sont les trotskistes à la remorque du révisionnisme ?

Sont marxistes-léninistes ceux qui dénoncent courageusement le danger social-impérialiste, et trotskistes ceux qui le taisent !

Sont marxistes-léninistes ceux qui luttent contre le révisionnisme et la prétendue gauche (pire que la droite !), trotskistes ceux qui se bornent à déclarer le programme commun « insuffisant ».

Les marxistes-léninistes défendent les intérêts fondamentaux du peuple. C'est parce qu'ils sont à l'avant-garde de la lutte pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne que les révisionnistes et ses agents s'en prennent à eux.

Plus que jamais redoublons de vigilance contre les révisionnistes et les trotskistes ouverts ou déguisés !

Dénonçons-les inlassablement auprès des masses, nous obtiendrons leur appui !

C'est ainsi qu'après l'agression, d'autres travailleurs du quartier, sympathisants, sont venus, indignés, permettre à la diffusion de nos justes mots d'ordre de se poursuivre.

Nous continuons le combat et espérons que notre courageux camarade viendra bientôt rejoindre son poste à nos côtés.

Cercle Varlin.

PRÉPAREZ LA DIFFUSION DE MASSE DU "SPÉCIAL-ALGÉRIE"

Notre prochain numéro (n° 246) sera un « spécial *Algérie* » consacré à la célébration du 20e anniversaire du déclenchement de la révolution nationale anti-impérialiste du peuple algérien.

Il comportera 16 pages dont 11 consacrées à l'Algérie et à son histoire héroïque. Il est prévu pour une diffusion sur deux semaines ; le n° 247 ne sortira que le 7 novembre.

Deux envoyés spéciaux de l'H.R. visitent actuellement ce pays, où se prépare partout la fête nationale du 1er novembre 1974. Leur premier article figurera dans le « *spécial Algérie* ».

En plus des affiches et tracts appelant au meeting central de l'H.R., le 31 octobre 1974, à 20 h 30 à Paris, salle de la Mutualité, la diffusion de masse de ce numéro spécial contribuera à faire de notre célébration solennelle un très grand succès de l'amitié entre peuple algérien et français et du Front uni mondial anti-impérialiste.

Le 17 Octobre 1961,

Crimes colonialistes contre les travailleurs algériens

14.000 arrestations, des dizaines de morts par balle, par strangulation, par noyade, des centaines de disparus. Tel fut le bilan de la criminelle répression déchaînée par le gouvernement raciste et colonialiste français pour s'opposer à la journée d'action des travailleurs algériens organisée à Paris et dans toute la France le 17 octobre 1961, à l'appel du Front de Libération nationale.

A partir de 18 heures, environ 80.000 Algériens, hommes, femmes, enfants participèrent à des défilés patriotiques, en différents quartiers de la capitale, scandant d'une seule voix, en français et en arabe :

« *Algérie libre !* », « *Levez le couvre-feu* », « *Libérez nos dirigeants !* », « *Vive le F.L.N. !* »

Aucune violence ne partit du coté algérien. Mais dès 18 heures, les forces de répression chargèrent avec une violence inouïe, tirant dans la foule à bout portant. Des manifestants gisent dans d'énormes flaques de sang au boulevard Bonne-nouvelle, morts ou grièvement blessés. Mais cela n'empêche pas qu'à 20 heures une foule immense converge vers le centre de Paris, tandis que d'autres manifestations se développent à l'Etoile, au quartier latin, au pont de Neuilly, à Courbevoie. Et partout ce fut la même bestialité. Assommés, de nombreux manifestants furent jetés dans la Seine et pendant plusieurs jours leurs corps remontèrent à la surface. Le Palais des Sports et le stade Courbertin furent utilisés comme camps de concentration des Algériens arrêtés. Les femmes et les enfants furent enfermés dans l'hôpital psychiatrique de Sainte-Anne (979 femmes et 595 enfants).

La presse bourgeoise se déchaina sans pudeur, exaltant le racisme et le crime. La presse « de gauche » resta en-deçà de ce qu'aurait justifié de tels crimes. Il ne fallait pas « tomber dans la provocation », clamaient les dirigeants du P«C»F.

Mais par leur courage, par la puissance de leur discipline, par le niveau remarquable de leur organisation, par leur héroïsme, les « parias » algériens de Paris avaient apporté une solidarité exemplaire et un encouragement puissant à leurs frères et sœurs d'Algérie engagés dans les ultimes combats d'avant la victoire.

Ce fut la première grande action de l'Histoire d'un peuple colonisé du tiers monde, en plein cœur de la capitale de l'impérialisme qui l'opprimait et l'exploitait.

Le prolétariat et les masses populaires de France n'ont pas le droit d'oublier la journée du 17 octobre 1961, parce qu'ils reçurent ce jour-là l'un des plus efficaces soutiens du peuple frère algérien : un coup puissant asséné à leur commun ennemi, le capitalisme, l'impérialisme français.

« L'Humanité Rouge » s'incline avec émotion et respect devant la mémoire de tous les ouvriers algériens morts ce jour-là, pour que vive l'Algérie libre et indépendante et pour que triomphe finalement la révolution prolétarienne mondiale.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

SUITE DE LA SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE PRECEDENTE

Pour une France Rouge	13,10
Soutien à H.R. dans son combat idéologique. B.C.	0,80
Anonyme Paris	27,70
CDHR Clara Zetkin	10,00
Supplément à abonnement en soutien à notre presse M.G.	8,00
Total de la semaine	4445,90
Total général utilisé pour le supplément des dettes de l'H.R.	502707,45

SOUSCRIPTION DE CETTE SEMAINE

Anonyme Eure en timbres	55,00
Pour que vive le communisme A. M. et J.	350,00
1949-1974 — 25 ans de lutte de classe pour l'édification du socialisme en Chine par la dictature du prolétariat	25,00
Soutien à H.R. un camarade de l'éducation surveillée	20,00
Luttons contre le révisionnisme	13,10
Soutien à H.R. en plus de mon réabonnement P.G.	40,00
En supplément à abonnement soutien à HR. T.L.	83,00
Un docteur, médecin des hôpitaux, ami de la R.P.C.	500,00
Contribution financière à H.R. et soutien à l'initiative d'un front culturel prolétarien	100,00
Un groupe de militants d'entreprise, Soutien à notre presse et retour rapide à 12 pages	100,00
M.D. G.B. - pour un quotidien même petit format	50,00
Supplément à mon réabonnement. P.H.	40,00
Des travailleurs du S.O.	1000,00
Anonyme en timbres	5,00
Soutien à H.R. dans son combat contre la bourgeoisie et ses laquais, les révisionnistes français, leurs homologues et maîtres de l'URSS	20,00
Soutien à H.R., M.P.	4,00
CD Casanova. P. en timbres	30,00
Soutien à H.R. B.J.	10,00
Au service de la classe ouvrière	100,00
Des enseignants	3,00
Soutien à H.R. Un camarade en chômage	187,00
En supplément à commande brochures et abonnement J.M	35,60
CDHR Guy Moquet	12,00
» Stalingrad	60,00
» Dimitrov	60,70
» Baillet	19,00
» Hapiot	36,00
» Daliddet	195,90
» NVT	100,00
Un employé de banque	100,00
Soutien à HR sur un marché	3,00
Balagne	106,90
CDHR Barbusse	110,00
» Flourens	30,00
» Yveton ouest	98,50
Soutien à H.R. Cheminots	36,70
CDHR Stalingrad	36,00
» Hapiot	80,00
Soutien permanent J.V.	16,00
Souscription du Comité de rédaction de l'H.R.	335,00
Soutien à H.R. lors du ralliement du groupe « Servir le Peuple »	535,00
Soutien permanent des enseignants de l'Ouest	80,00
2 Employés du Bâtiment	10,00
Sur un marché	36,00
En plus d'abonnements	16,00
En supplément à réabonnement, C.D.	10,00
R.L. Octobre Soutien permanent	50,00
A.M. Soutien permanent	50,00
Des anciens Résistants Octobre-Novembre	50,00
Un sympathisant	40,00
Des amis suisses	150,00
Total de la semaine	5233,40
Total général utilisé pour le règlement des dettes de de l'H.R.	503494,90

Lors de leur Assemblée Générale de ralliement, le groupe « Servir le Peuple » de la vallée de la Fensch a fait une collecte de soutien à H. R. (535,00)

Nous voulons remercier ici tous les camarades et amis lecteurs qui ont répondu nombreux à la lettre adressée aux abonnés de l'Humanité Rouge.

Les contributions de correspondance sont nombreuses et même si toutes ne passent pas dans le journal, elles contribuent toutes à son enrichissement.

Quant au soutien financier, le résultat de la liste de souscriptions est suffisamment parlant : il faut persévérer dans ce sens.

JEUDI 31 OCTOBRE A 20 H 30 — **MUTUALITE**

MEETING ORGANISE PAR L'HUMANITE ROUGE

Pour célébrer le 20e anniversaire du déclenchement de la Révolution nationale anti-impérialiste du peuple algérien

3 MOIS : 12 NUMEROS, 6 MOIS : 26 NUMEROS 1 AN : 52 NUMEROS

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Réglement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

ITALIE

Les travailleurs déjoueront les manœuvres révisionnistes

Depuis de nombreux mois, la classe ouvrière, le prolétariat rural et tous les travailleurs italiens ont engagé de nombreuses luttes. Les grèves dans tous les secteurs de l'économie se sont développées, montrant le refus net des ouvriers des villes et des campagnes de payer les pots cassés de l'état de pourrissement auquel est parvenu le régime impérialiste italien.

Aujourd'hui, ce sont les ouvriers de Fiat et de Lancia qui se préparent à l'action, malgré les freins des directions syndicales et en particulier de la C.G.I.L. sous le contrôle révisionniste. Du fait de la crise générale et de la mévente automobile en résultant, la direction de ces deux entreprises tente de faire payer la situation devenue incontrôlable par les ouvriers, en voulant fermer l'usine plus de 30 jours pour 5 mois. Les syndicats seraient sur le point d'accepter la fermeture de 20 jours !

Dans les campagnes, le mouvement des ouvriers agricoles et des semi-prolétaires en particulier dans le Sud du pays se développent de jour en jour. Ils ont organisé à la fin de cet été de grandes grèves au moment des moissons pour exiger de meilleures conditions de travail, un revenu décent et du travail pour tous.

La crise est générale et atteint tous les secteurs de la vie économique et politique du pays.

Les grenouillages politiques de la classe monopoliste dominante et de leurs valets expriment la peur farouche de tous les réactionnaires devant la détermination des classes exploitées.

Le 3 octobre, le gouvernement « Rumor » qui était une coalition de la « Démocratie chrétienne » (dominante), du Parti social-démocrate et du Parti socialiste, a démissionné, sans doute dans le but de mettre un place un nouveau moyen qui préparerait des élections anticipées.

La réalité c'est que la bourgeoisie italienne est divisée et qu'elle est à la recherche de solutions « miraculeuses ». La première de ces solutions est sans doute celle dans laquelle s'est engagée une fraction importante des partis dit de droite comme la «D. C. » et le P.S.D.I., soutenus par les impérialistes U.S. et certains milieux monopoleurs européens — allemands entre autres. La manœuvre consiste à reconstituer un gouvernement avec les mêmes partis (D.C., P.S.D.I., P.S. et appui tacite de M.S.I. fasciste) dans le but de préparer de nouvelles élections législatives. Celles-ci permettraient de radicaliser rapidement l'opposition entre les partisans de la venue des révisionnistes au gouvernement et ceux qui ne veulent pas en entendre parler. Des élections rapides seraient, à leurs idées défavorables aux révisionnistes.

Cette manœuvre appuyée par les milieux monopolistes liés à l'impérialisme américain tenterait de contrer la tactique des révisionnistes qui consiste à se faire appeler au gouvernement. C'est cela la deuxième solution, qui n'est pas sans séduire des patrons comme Agnelli, P.D.G. de la Fiat qui ne s'est pas gêné de le faire savoir.

Certains capitalistes seraient-ils devenus « révolutionnaires » ? L'éditorial du *Point*, la semaine dernière, répond assez bien : « *Nous verrons de bons apôtres se tourner vers les communistes, non pour réaliser une société* « plus juste ». *Mais plutôt pour freiner les grèves : " Retroussons les manches, ça ira mieux "* ». Voilà bien résumé par une revue patronale le rôle des révisionnistes dans les rangs ouvriers et populaires.

C'est ce rôle qui est résumé dans la thèse de la clique Bellinguer du « COMPROMIS HISTORIQUE », ou « union de toute la réaction » des révisionnistes à la démocratie chrétienne. Ligne qui devrait être confirmée au prochain congrès du P.«C.»I. en décembre prochain.

Comme le souligne encore l'éditorial de la revue réactionnaire déjà cité : « *En Italie, c'est le P.C.I. qui, soudain, présente toutes les apparences du sérieux et de la discipline.* »

Mais alors, pourquoi tant d'hésitations, voire de réticence ?

La raison principale tient au fait que l'Italie est un des maillons où la rivalité des deux superpuissances ne cesse de provoquer la tension et le manque de tranquilité.

La péninsule italienne est pour l'impérialisme américain une plate-forme stratégique de première importance et une zone d'implantation économique, financière et industrielle.

Depuis de nombreux mois les impérialistes yankees tentent de rééquilibrer leur force en Méditerranée et en Europe face à la montée du social-impérialisme soviétique sur le plan militaire. La tentative de Chypre a été un fiasco, où ils ont perdu dans le cadre de l'O.T.A.N. un des points clé pour le contrôle des Balkans qu'était la Grèce. Profitant de la panique de son rival, l'impérialisme russe avance ses pions rapidement en augmentant toujours le nombre de ses navires de guerre en Méditerranée.

Dans ce cadre, les impérialistes américains, par toutes sortes de pressions — les groupes factieux ou les chantages aux « aides » financières — tentent d'empêcher la venue des révisionnistes au gouvernement italien. Kissinger, dans un discours récent, a fait part de ses « inquiétudes » en rapport à la montée des forces » communistes » dans certains pays européens. Discours prononcé alors même que le président italien Léone faisait une visite officielle aux U.S.A. pour quémander quelques dollars.

Mais ce n'est pas pour empêcher les révisionnistes de faire leur besogne de laquais au service de l'ordre et des intérêts bourgeois. C'est pour contrer dans ce pays l'influence grandissante du rival soviétique par l'intermédiaire de son fer de lance idéologique, le P.«C.»I.

Les monopoles italiens sont à la 39 recherche depuis 1945 d'un gouvernement pour gérer leurs intérêts.

La chaise ne tient pas tant à la rivalité toujours plus acharnée entre les deux superpuissances, qu'à la force des masses ouvrières et populaires sous la conduite du Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste) à déjouer chaque jour davantage les manœuvres révisionnistes de la clique Bellinguer pour faire basculer l'Italie de la domination yankee dans la sphère d'influence social-impérialiste soviétique.

Nous sommes convaincus que toutes les manœuvres bourgeoisises révisionnistes seront mises à nu et battues en brèche par l'immense et juste mouvement populaire.

« Herbes Sauvages »
70, rue de Belleville
Paris-20e

« La force du livre »
Rue Leynaud
Lyon

STALINE : le marxisme et la question nationale (6 F)

MARX : théories sur la plus-value (40 F)

MARC JARREL : éléments pour une histoire de l'ex-gauche prolétarienne (16,50 F)

JULIUS FUÇIK : écrit sous la potence (18 F)

BURCHETT : la Chine, une autre qualité de vie (42 F)

LAOS

29 ans de luttes ardues et victorieuses

Le 12 octobre, le peuple lao a célébré le 29e anniversaire de la Journée d'Indépendance du Laos, alors que sa lutte révolutionnaire est entrée dans une nouvelle étape ; étroitement lié aux peuples frères du Vietnam et du Cambodge, il a remporté une grande victoire dans sa guerre de résistance contre l'impérialisme U.S., qu'ont sanctionné l'accord de Vientiane de février 1973 et la formation du gouvernement provisoire d'union nationale et du conseil politique nationale de coalition, le 5 avril dernier.

Depuis un an, le peuple lao n'a pas relâché ses efforts ; vigilant face aux manœuvres de l'extrême-droite qui tente de saboter l'accord, il s'est énergiquement mobilisé pour restaurer et développer l'économie du pays et pour édifier le Laos pacifique, indépendant, neutre, démocratique, unifié et prospère dans lequel il combat depuis vingt-neuf années.

CAMBODGE

Pour la reconnaissance du GRUNK à l'ONU

Peut-être le G.R.U.N.C., solidement épaulé par la grande force de bon nombre de pays non-alignés sera-t-il reconnu à l'O.N.U. comme représentant authentique du peuple cambodgien ; cette question est à l'ordre du jour ; en effet le poids international du G.R.U.N.C. a grandi, comme l'ont manifesté le voyage de sa délégation dirigée par M. Khieu Samphân au printemps dernier dans de nombreux pays amis, et la reconnaissance diplomatique de plus de 50 pays.

Un tel poids international santionne au fond le poids que les combattants cambodgiens ont acquis et acquièrent chaque jour sur le terrain par une lutte sans compter contre l'impérialisme américain et des fantoches locaux. Récemment, les Lonnoliens, inspirés par le Pentagone, ont tenté de « redorer le blason » : une opération « n° 802 » a été montée par Siem Reap ; bien mal leur en a pris : 2 000 soldats ont été mis hors de combat à cette occasion ; les F.A.P.L.N.K. ont partout l'initiative ; l'édification des zones libérées se poursuit avec succès ; à Phnom Penh, le rapport de forces est bon pour les forces patriotiqus. Au Cambodge l'heure est à l'intensification du combat de toutes les forces susceptibles d'être unies dans la guerre de résistance, comme l'a souligné Khieu Samphân, dans plusieurs appels adressés à la population ; tel l'appel du 6 octobre lancé aux ouvriers et travailleurs de la zone encore contrôlée par Lon Nol :

« L'histoire de notre nation et de notre peuple prouve clairement que c'est seulement en luttant que nous pouvons vivre. Si nous ne luttons pas, nous mourrons certainement. Dans la ville de Phnom Penh et les quelques chefs-lieux provinciaux sous contrôle provisoire de l'ennemi, vous avez une tradition de lutte très vaillante. Depuis plus de quatre années écoulées, vous avez toujours levé haut la bannière de lutte. » « C'est seulement en usant de la violence politique et de la violence armée que vous pourrez vous délivrer des malheurs et des souffrances. »

Pour la reconnaissance du G.R.U.N.C. à l'O.N.U., c'est la lutte du peuple cambodgien qui est décisive ; encore faut-il qu'elle soit connue, popularisée, encore faut-il que soit brisé le rempart du silence dressé par les impérialistes U.S. et aussi les sociaux-impérialistes contre elle ; si petites soient nos forces, notre responsabilité y est engagée.

SUD-VIETNAM

Que Thieu parte !

« Un mouvement de lutte pour la paix, le bien-être, les libertés démocratiques, la réconciliation et la concorde nationales et l'application de l'accord de Paris, s'opposant à Nguyen Van Thieu corrompu et dictateur et exigeant le renversement de Nguyen Van Thieu ,s'est déclenché actuellement avec effervescence dans les régions urbaines et rurales contrôlées par l'administration de Saïgon, avec la participation de larges couches de la population, de plusieurs tendances politiques et religieuses, y compris un certain nombre de personnes dans « l'assemblée nationale », dans l'administration et l'armée de Saïgon — en partant de cette conception : tant que Nguyen Van Thieu reste encore au pouvoir, il existe toujours la guerre, la répression et la terreur, l'exploitation et la corruption, la mort et la pauvreté, la haine et la division, c'est pourquoi tout le monde a en commun cette demande urgente : renverser Nguyen Van Thieu, former à Saïgon une administration approuvant la paix et la concorde nationales et appliquer sérieusement l'accord de Paris sur le Vietnam. »

Tel est le bilan que fait une déclaration importante du G.R.P. sur la situation au Sud-Vietnam ; *« Que Thieu parte ! »*, c'est le cri unanime de tous, cri qui s'élève *ouvertement*, et c'est un fait nouveau important, dans les villes, au cœur même de Saïgon.

La politique d'unité et de vigilance des patriotes vietnamiens porte ses fruits ; la situation se développe rapidement au Sud-Vietnam ; elle est incontestablement favorable au peuple.

MEETINGS ORGANISES PAR L'HUMANITE ROUGE

— **A RENNES le 18 octobre 1974 (à 20 h 30)**
Salle de la Cité (rue Saint-Louis)

— **A ORLEANS le 19 octobre 1974 (à 15 heures)**
Salle Hardouineau

SUR LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE INTERNATIONALE ET NATIONALE

PARIS

10.000 participants à la journée de l'amitié avec le peuple chinois

Quel succès remarquable que celui remporté par les douze heures sur la République populaire de Chine organisées par l'Association des Amitiés franco-chinoises, dimanche dernier, dans les cinq salles de la Mutualité à Paris !

De midi à minuit passé, ce furent en effet plus de dix mille amis de la Chine, recensés par les entrées payantes, qui se répandirent dans l'exposition de photographies, affiches, papiers découpés, timbres-postes, devant l'écran ou l'on projetait des diapositives, au « restaurant » chinois, auprès de stands de livres où figuraient, outre la littérature politique du parti communiste chinois et de Mao Tsé-toung, de splendides albums d'art ancien et moderne, et enfin, spectacle à sensation, autour des tables ou se disputaient des matchs de ping-pong entre joueurs chinois et français, toujours sous le signe de l'amitié.

A 15 heures, la grande salle, archi-comble, assura au meeting de l'Association un succès inégalé en présence de l'Ambassadeur de la République populaire de Chine en France, Tsing Tao, accompagné d'une nombreuse délégation diplomatique. Autour de ces représentants du peuple fêté à l'occasion du 25e anniversaire de sa victoire révolutionaire du 1er octobre 1949, se trouvaient des diplomates albanais, dont le premier secrétaire d'ambassade de la République populaire d'Albanie Labo Abazi, vietnamiens de la République démocratique du nord-vietnam et du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du sud-vietnam, khmers du gouvernement royal d'union nationale du Cambodge.

A la tribune présidait Régis Bergeron, entouré des membres de la présidence d'honneur, parmi lesquels Mme de Lipkowski, M. René Dumont, M. Drossin, nos camarades Suzanne Marty et Jacques Jurquet, les secrétaires de l'association Hélène Marchisio et Joseph Marchisio. Le président Charles Bettelheim, malade s'était fait excuser. De nombreux membres du comité national d'honneur étaient également présents, parmi lesquels on reconnaissait le Père Cardonel.

Trois oratrices se succédèrent, intervenant sur des sujets différents, toutes trois avec des qualités différentes. Anita Biaïa traita de questions organisationnelles de l'Association, tâche ingrate s'il en fut, mais captiva d'entrée l'auditoire par quelques remarques pleine d'humour, ne serait-ce que pour faire noter qu'à la tribune allaient défiler non point la moitié du ciel, mais les trois quarts puisque sur quatre interventions trois seraient présentées par des femmes. Mme de Lipkowski fit un exposé d'une tres haute tenue, à la fois précis et chaleureux, souhaitant à chacun ici présent de « voir un jour le soleil rouge de la Chine » et consacrant un vibrant hommage au Président Mao. Hélène Marchisio aborda des questions aussi concrètes que celle du remarquable travail réalisé à Tatchaï sous l'impulsion du paysan pauvre Chen Yun-kuei, aujourd'hui membre du Bureau politique du parti communiste chinois.

Enfin, le quart du ciel, en l'occurence Jean Crespi exposa de brillante manière la juste politique internationale de la Chine socialiste.

Le soir furent organisés plusieurs forum de discussion sur différents sujets concernant la Chine, et la grande salle fut de nouveau bien remplie et fort animée à cette occasion, chacun ayant la possibilité de s'exprimer librement, de poser les questions de son choix, auxquelles s'efforçaient de répondre non sans modestie et pondération les membres du secrétariat de l'Association.

Confirmant l'essor, remarqué en province, de l'Association des Amitiés franco-chinoises, ce dimanche parisien à la Mutualité avait attiré de nombreux visiteurs venus parfois de très loin. Son succès indiscutable constitue un désavœu aux manœuvres de tous les ennemis de la Chine, aux premiers rangs desquels les dirigeants révisionnistes du parti communiste français, qui n'avaient pu empêcher certains de leurs militants de venir s'informer sur tout ce que leur cache leur parti.

Le renforcement constant de l'amitié entre peuples chinois et français a pris un bon départ ; à partir de ce premier pas encourageant, il n'est pas douteux que tous les amis de la Chine s'achemineront vers de nouveaux succès, en s'efforçant d'améliorer encore leur travail pour unir de très larges masses au sein et autour de l'Association des Amitiés franco-chinoises.

MARSEILLE

Le samedi 5 octobre, les comités de la région de Marseille des A.F.C. ont organisé, à l'occasion du 25e anniversaire de la République populaire de Chine, une importante manifestation d'amitié.

Environ 1 000 personnes, de tous les milieux, participèrent aux différentes activités : projections de diapositives, films chinois, expositions, tables de vente.

A 20 h 30 l'entrée dans la salle de la délégation chinoise à la foire de Marseille, ayant à sa tête Keh Tsé-pong, chef du groupe de l'exposition chinoise, fut acclamé longuement par la salle debout. Etait également présent le représentant de l'Union des Vietnamiens en France, ainsi qu'un adjoint au maire de Marseille, les représentants du centre culturel France-Chine et d'autres personnalités.

Au cours du meeting, Claudette Castan lança un appel, très applaudi, à l'unité de tous les amis de la Chine (il existe à Marseille, à côté des A.F.C., une autre association, le Centre culturel France-Chine) et du renforcement de l'Association. Puis Jean Cardonnel parla avec l'enthousiasme et la chaleur qu'on lui connaît de la liberté en Chine et de la place de la Chine dans le monde ; enfin Hélène Marchesio retraça les 25 ans du socialisme, 25 ans de luttes, à travers l'exemple de Tatchaï, qu'elle connaît bien.

La soirée se termina par le très beau film chinois " La montagne aux pins verts ".

Après le succès remporté par le stand chinois à la foire de Marseille, cette manifestation a contribué au renforcement de l'amitié entre les peuples français et chinois.

Il s'agit d'un nouveau et bon départ. Appliquant la ligne définie par le XIe congrès, c'est-à-dire faire de l'Association, une association de masse large, ouverte à tous ceux qui ont de la sympathie pour la Chine nouvelle, travaillant en priorité dans les masses populaires, il est certain que les amis de la Chine à Marseille, front de nouveaux progrès dans le renforcement de l'Association, dans l'unité des amis de la Chine, dans le développement du courant d'amitié entre les peuples français et chinois.

En province,

Succès croissant des manifestations avec la Chine

A l'heure où nous mettons sous presse, nous n'avons pas reçu tous les compte-rendu de nos correspondants locaux sur les manifestations organisées par les Comités de l'Association des Amitiés franco-chinoises.

A Rennes, le meeting a connu un succès important, plus de 1 500 personnes y assistant. 2 300 visiteurs environ affluèrent à l'occasion des autres activités, expositions, etc.

A Clermont-Ferrand, l'auditoire fut moins nombreux, mais exprima sa chaleureuse solidarité avec la Chine socialiste.

D'autres manifestations ont eu lieu ou vont avoir lieu incessamment, à Toulouse, à Nice, etc.

Partout ont été enregistrées de nombreuses adhésions.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010 PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.